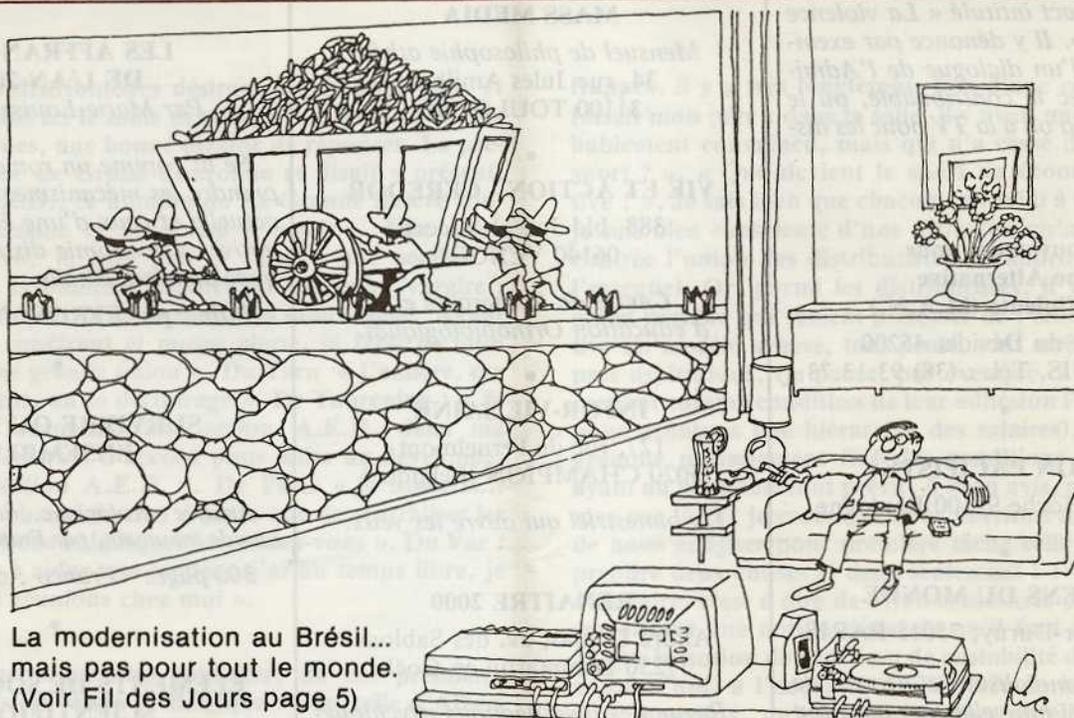


LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE REFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDE EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

Informations UNESCO n° 801 - 1984



La modernisation au Brésil...
mais pas pour tout le monde.
(Voir Fil des Jours page 5)

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO

EDITORIAL

Les premières réponses
par M.-L. Duboin

p. 3

ACTUALITÉ

Oui, allons-y ! par A. Prime
Au fil des jours par J.P. Mon
Bonnes occasions par M. Dubois
La paix indésirable par H. Muller
Les syndicats et l'emploi par H. Meunier

p. 4

p. 5

p. 7

p. 8

p. 10

REFLEXIONS

Réflexions sur la politique
par R. Carpentier
Les thèses économiques : K. Marx
par J. Duboin

p. 6

p. 9

**Une conférence sur le système
monétaire international**

p. 11

Ils y viennent !

p. 11

**Charité et justice. Des constatations
simples** par A. Chantraine

p. 11

Médor sauve le pays !

par Hilarius de Joyeuse

p. 13

BLOC-NOTES

p. 2

COURRIER DES LECTEURS

p. 14

RÉSUMÉ DE NOS THÈSES

p. 15

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

p. 16

ASSOCIATIONS

EDEN

Equipes Dauphinoises pour une Economie Nouvelle.

Maison des Associations
2, rue Berthe-de-Boissieux - Grenoble

G.S.E.D.

11, rue Saint-Vincent-de-Paul
13004 Marseille

Edite un tract intitulé « La violence et le mépris ». Il y dénonce par exemple le refus d'un dialogue de l'Administration avec le contribuable, ou le droit à la radio ou à la TV pour les distributeurs.

Mouvement pour une Alternative Non Violente (M.A.N.)

20, rue du Dévidet 45200
MONTARGIS. Tél. : (38) 93.13.73.

UNION PACIFISTE

4, rue L. Hoche 92100 Boulogne

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy, 75015 PARIS

«... Le Mondialisme s'efforce de proposer une nouvelle organisation politique de l'humanité impliquant le transfert de certaines parties de la souveraineté nationale à une AUTORITÉ FÉDÉRALE MONDIALE capable de résoudre, par décisions majoritaires, les problèmes qui mettent en cause le destin de l'espèce humaine, tels que la faim, la guerre, la pollution, l'énergie, la surpopulation... ».

A.D.A.P.T.

Association pour le Développement de l'Acupuncture dans le Tiers Monde
10, rue du Ponçay
4020 BRESSOUX (Belgique)

Animée par France Lesprit, cette association a pour devise : « Des mains pour soigner — un cœur pour donner, une vie pour aimer ».

LIVRES

FACETTES

BP n° 15 - 95220 HERBLAY

La revue écrite par ses lecteurs : les uns posent les questions, d'autres y répondent. Le lien des chercheurs et des curieux.

Abonnements 1 an : 100 F, 2 ans : 200 F - Etranger : 1 an : 120 FF c.c.p.
Facettes 11-696.06 S Paris.

MASS MEDIA

Mensuel de philosophie athée
34, rue Jules Amilhan
31100 TOULOUSE

VIE ET ACTION - CEREDOR

388, bld Joseph Ricord
06140 VENCE.

Centre de Recherches et d'éducation Orthobiologiques.

INFOR-VIE SAINE

127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION (Belgique)

Un bimestriel qui ouvre les yeux.

RENAITRE 2000

André Dumas, av. des Sablons
77230 Dammartin en Goële

Revue des investigations psychiques et des recherches théoriques et expérimentales sur la survivance humaine.

MEDECINES PARALLELES

St Eulalie d'Ans 24640 CUBJAC

Recherches sur les médecins naturels, les informations, conseils, annonces, spécimen gratuit sur demande de la part de la G.R.

LA LUCARNE

Mensuel édité en Belgique :
11, rue de Monnel, 7500 TOURNAI

VIVE AUTREMENT

Avenue Denayer 57
1190 BRUXELLES (Belgique)

REVUES

Peuvent être commandés à la Grande Relève :

KOU L'AHURI ET LES YEUX OUVERTS par Jacques Duboin

Deux rééditions récentes et toujours d'actualité. Franco, 60 F chacun.

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000 Par Marie-Louise Duboin

Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative : l'économie distributive, expliquée dans ses détails.

Publié par SYROS, 79 F.

SURVIVRE OU PERIR ENSEMBLE

Analyse écologique des folies d'un monde inhumain, par Frantz Foulon.

300 pages - Franco : 65 F.

ELEMENTS DE SOCIOLOGIE SCIENTIFIQUE

Réflexions pour élaborer une société nouvelle, par Marc Iel.

592 pages - Franco : 85 F

à commander en librairie :

L'INCAPACITÉ AU POUVOIR ou : Un véritable changement s'impose

Le nouveau livre de Maurice Laudrain qui est sorti des presses en juillet et que nous avons présenté à nos lecteurs dans notre numéro du mois d'août-septembre, est distribué aux librairies — qui le lui demandent — par la diffusion Chiron, 40, rue de Seine, Paris 6^e. Prix de vente au public : 60 F.

L'éditeur (Les lettres libres, 129, rue de Crimée, 75019 Paris) envoie par poste et franco ce livre contre 60 F.

LES PREMIERES REPONSES

par Marie-Louise DUBOIN

L'appel des distributistes désirant s'unir pour agir, et que j'ai transmis ici le mois dernier, avait reçu, en moins de deux semaines, une bonne dizaine de réponses. La première est venue de Grand-Couronne et disait « présent, Oui pour l'A.E.D., ce numéro de La Grande Relève soulève l'enthousiasme et beaucoup d'espoir ». Une autre disait : « Bravo, je suis prêt à former une section à Clichy » dans la banlieue parisienne. De Saint Nazaire : « D'accord pour ne former qu'un seul mouvement. Ayant 70 ans, étant souffrant et moins alerte, je ferai de mon mieux pour une grande union ». Du Tarn « j'adhère, car individuellement, on se décourage ». De Tourcoing : « Je suivrai avec sympathie une action A.E.D. dans ma région ». De Tours « d'accord pour aider au développement d'une section A.E.D. ». De Paris « je souscris... mais je ne me charge de rien d'autre que de centraliser les coups de téléphone et indiquer les rendez-vous ». Du Var : « Je suis prêt à aider une section, j'ai du temps libre, je peux faire des réunions chez moi ».

La plus encourageante, peut-être, de ces premières réponses, nous est venue de Belgique : c'est celle d'Albert Chantraine qui écrit « Très bonne nouvelle, celle de former une seule association, l'A.E.D... Tout le monde ici, à Liège, s'en réjouit. Nous avons beaucoup de nouveaux contacts, l'information se répand maintenant plus rapidement. »

A côté de ces accords enthousiastes, sont arrivés d'autres accords de principe, mais qui montrent très exactement où sont, où ont toujours été et où seront encore pour longtemps les difficultés qu'on rencontre quand on veut faire évoluer les mentalités dans le sens d'une révolution qui, bien qu'elle s'appuie sur les faits, est sans aucun doute, comme l'écrit une distributiste de La-Seine-St-Denis « la plus grande révolution que le monde ait jamais connue ».

Outre les difficultés qui viennent de nos interlocuteurs quand ils ont « les yeux fermés », il y a celles qui viennent de ce que, les distributistes ayant en général beaucoup de personnalité, chacun d'eux a, surtout parmi ceux qui militent depuis longtemps, projeté, en quelque sorte, sa propre personnalité sur les thèses qu'il défend. J'en avais déjà été

frappée, il y a très longtemps, lors d'une conférence que faisait mon père : dans la salle, il y avait un militant, probablement convaincu, mais qui n'a cessé de crier « et le sport ? ». « Que devient le sport en économie distributive ! ». Je sais bien que chacun voit midi à sa porte. Mais je suis bien consciente d'une difficulté qu'a toujours rencontrée l'union des distributistes : d'abord savoir aller à l'essentiel. Or, parmi les distributistes, il y en a un très grand nombre qui veulent présenter de l'économie distributive un modèle achevé, tout pensé, tout arrêté à leurs propres aspirations, (je pense, par exemple, à tous ceux qui mettent comme condition de leur adhésion l'assurance que nous prônions une hiérarchie des salaires), plus un programme parfaitement fixé des conditions de transition, ayant au préalable tout prévu. A mon avis, nous n'en sommes pas là. Et je crois que nous devrions avoir la sagesse de nous assigner pour première tâche celle de faire comprendre deux choses et deux seulement : 1° que la notion de salaire, c'est à dire de revenus mesurés par la durée du travail, est une notion dépassée qu'il faut abandonner et 2° que la notion de profit ou de rentabilité des affaires, va aujourd'hui, à l'encontre de l'intérêt de la majorité des êtres humains, qu'elle les méprise, qu'elle entraîne un insupportable gâchis et qu'elle exalte une course folle aux armements. C'est le devoir de tout « humaniste » de dénoncer cette responsabilité de l'économie basée sur le profit et de vouloir en changer.

Ce n'est qu'après avoir fait passer ces deux vérités fondamentales de notre époque que le terrain est prêt pour nos propositions constructives, et que l'économie distributive peut être présentée en tant qu'aboutissement logique de l'analyse de la crise actuelle. Mais si on a bien fait comprendre que le salaire ne peut plus jouer son rôle de distributeur des revenus et que l'économie de marché basée sur le profit, a cessé d'être le régulateur des activités en vue des besoins des hommes, alors l'idée d'économie distributive doit venir d'elle-même. Et c'est quand une majorité de nos semblables aura compris ces deux nécessités de changement (qui nous sont imposées par les techniques élaborées au cours des siècles), qu'elle nous aidera à élaborer une nouvelle société et que nos propositions cesseront de lui apparaître utopiques. Mais nos contemporains ne sont en général pas conscients de ce qui arrive, et c'est cette conscience qu'il faut d'abord éveiller.

OUI, C'EST LE MOMENT ALORS, ALLONS-Y !

par André PRIME

Dans son éditorial de La Grande Relève de mars, M.-L. Duboin s'adressait aux lecteurs pour leur dire que le moment était venu de passer à l'action, que de nombreux distributistes le souhaitaient vivement. Pour ce faire, elle invitait les lecteurs de La Grande Relève qui envisageaient d'agir dans leur ville ou leur région à se faire connaître ; d'autre part, elle signalait que j'étais prêt à organiser une Assemblée Générale en mai ou juin, ce qui est, bien entendu, mon vœu le plus cher ; mais pour cela, il faut que nous soyons le plus nombreux possible.

La préparation d'un numéro de La Grande Relève s'effectuant un mois avant sa parution, c'est dire que nous ne pouvions avoir, début mars, de réponses à l'appel de M.-L. Duboin. Lorsque vous lirez cet article, vous aurez, nous l'espérons, répondu nombreux à cet appel.

C'est le moment de passer à l'action : tout le monde est bien d'accord sur ce point. Pourquoi ? Essentiellement parce que les déçus du socialisme sont innombrables.

Dans La Grande Relève de décembre 1984, dans un article signé François Mauroche : « Qui a démissionné ? », vous pouviez lire :

« Les électeurs de gauche désavouent le gouvernement, non pas, comme on tente de nous le faire croire, parce qu'il est allé trop loin, mais bien parce qu'il n'a pas tenu les promesses de 1981 : le changement. (...) Il faudra transformer les partis de gauche, réfléchir profondément sur la période 1981-1986. De nouvelles voix devront se faire entendre à gauche et les idées

— élémentaires pourtant pour que change la face du monde — des distributistes devront s'affirmer avec force. Il faut que chacun se mobilise, réfléchisse aux moyens d'action, pour maintenant et demain.

Demain ? Nous pouvons être nombreux — nous et les « vrais » déçus du socialisme, pas ceux de Giscard — pour proposer les seules solutions qui s'imposent. (...)

Il faudra bien que le socialisme — le vrai — dans 5 ans, dans 10 ans, opère une « sortie à gauche » de la crise. Il faut la préparer dès maintenant. »

Et Jean Malrieu, dans La Grande Relève de janvier, écrivait :

« Rendons hommage aux fossoyeurs. Objectivement, sur la longue durée historique ils jouent un rôle positif. En déconsidérant et en enterrant l'idéologie et les organisations gestionnaires, ils auront

contribué à déblayer le terrain et à préparer la renaissance de la gauche. Ils auront enterré les illusions et les fausses solutions qui égarent et stérilisent depuis plus d'un siècle les forces de changement. Ils auront aidé les hommes à prendre conscience des véritables dimensions et des véritables données de leurs problèmes. »

Donc, c'est bien le moment, pour nous, distributistes de tous bords, de nous rassembler pour agir. Si, comme il est à prévoir, la Gauche perd les législatives de 1986, nous aurons une « mine » inépuisable pour recruter parmi les déçus de la gauche, qu'ils soient socialistes ou communistes. Si nous sommes prêts...

Vous voulez saisir la chance historique qui s'offre à l'économie distributive :

Ecrivez-nous sans plus tarder.

BULLETIN D'ENVOI à joindre à toute commande en le complétant :

M..... demeurant.....
..... vous adresse par
chèque la somme de F se décomposant ainsi

..... F pour abonnement à dater de 19

..... F pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève ».

..... F pour recevoir ... tracts (à 12 F le cent)

..... F pour recevoir ... ex. (à 10 F) du N° spécial « J. Duboin »

..... F pour recevoir ... ex. (à 15 F) du N° spécial « Pour les Femmes »

..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Kou l'ahuri » de J. Duboin

..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Les yeux ouverts » de J. Duboin

..... F pour recevoir ... ex. (à 79 F) des « affranchis de l'an 2000 de M. L. Duboin

Règlements à l'ordre de **la Grande Relève** par chèque bancaire, ou par chèque postal n° 13 402-39 M Paris.



Le 15 mars dernier le Brésil est redevenu un pays démocratique. Le pays que le nouveau président de la République va avoir à administrer s'est beaucoup modernisé durant ces vingt dernières années. Il a construit à Itaipu le plus puissant barrage du monde, il exploite à Caragas le plus important bassin minier dans la planète, il a ouvert des routes dans la forêt vierge et dispose de son premier satellite de télécommunications. Sa production pétrolière augmente régulièrement et lui permettra peut-être d'atteindre l'autonomie énergétique. Il s'est doté d'une industrie informatique et est le premier... exportateur d'armes du Tiers-Monde. En un mot, suivant les critères des économistes classiques, le Brésil est devenu la huitième puissance économique de l'Occident.

Mais on constate en même temps que deux brésiliens sur trois continuent d'être sous-alimentés. Comme le Tchad ou l'Ethiopie. Le Nordeste qui abrite le quart de la population brésilienne, reste une zone de famine. En vingt ans de régime militaire et de libéralisme économique les écarts sociaux se sont creusés. Les revenus des catégories dites supérieures sont 225 fois plus élevés que ceux des autres catégories. Pour le tiers, ou quelquefois la moitié de leurs habitants, les villes sont devenues d'immenses bidonvilles. Les trois quarts des paysans sont sans terre ou n'en ont pas assez, alors que la moitié des surfaces cultivables, dans les grands domaines, sont inexploitées.

La corruption, l'insécurité, la violence ne cessent d'augmenter.

Comme quoi, les critères des économistes ne veulent pas dire grand chose.

Plus grave encore peut-être, c'est le modèle culturel véhiculé par l'ancien pouvoir : le mode de développement sauvage imposé par les militaires n'a pas seulement enrichi les riches et appauvri les pauvres (comme aux Etats-Unis, sous Reagan) mais il a perverti la société en y répandant l'esprit mercantile et en faisant de la puissance matérielle une fin qui justifie les moyens. (C'est en moins grave heureusement, ce que fait en France le gouvernement socialiste en réhabilitant le culte du profit des entreprises).

Au Brésil l'immoralité au sommet de l'Etat a fait tache d'huile et démoralisé le reste du pays, à tel point que certains juristes renommés, tel que M. de Marais, professeur à l'Université de Rio de Janeiro avoue qu'il passe plus de temps à transmettre des valeurs morales à ses élèves qu'à leur enseigner le technique juridique. C'est que, dit-il, la plupart des jeunes accordent plus d'importance à l'argent qu'à l'éthique de leur profession. (C'est aussi ce qui se passait il n'y a pas si longtemps en France, quand les jeunes se lançaient dans la médecine...)

★★★★★

Souhaitons quand même bonne chance à la démocratie brésilienne, bien que les banques aient déjà la haute main sur son président, coincé par le F.M.I. M. Taunedo Neves n'a pas pris M. Furtado comme ministre (voir G.R. de mars).

★★★★★

Quand on parle de criminalité on pense la plupart du temps aux agressions, aux vols, aux hold-up... Mais cela n'est rien à côté de la délinquance financière. Selon une récente enquête du Centre de recherches sociologiques sur le Droit et les institutions pénales, la fraude en « col blanc » est 400 fois supérieure au montant des hold-up et agressions à main armée qui représentent 224 millions de francs volés dans les domiciles ou les banques. Pour les 3 années 1980, 1981 et 1982 sur lesquelles a porté l'enquête, la fraude fiscale arrive très largement en tête des crimes (au sens pénal) commis contre l'Etat.

Les détournements d'impôts (qui se traduisent par des suppléments d'impôts à payer par ceux qui ne peu-

vent frauder le fisc) ont, en 1982, atteint 86,45 milliards de francs, soit la moitié du montant de l'impôt sur le revenu. Cette fraude progresserait d'environ 20 % par an.

Cette criminalité en « col blanc » profite (toujours au sens économique) aux secteurs privés spécialisés dans la protection des biens et des personnes où le chiffre d'affaires a connu une très vive expansion, atteignant 19 milliards en 1982 (soit 12,9 milliards pour les assurances, 2,1 aux avocats, 2,1 aux entreprises de gardiennage et de transport de fonds, 1,8 aux sociétés fabriquant des systèmes d'alarme, 130 millions à la sécurité des grands magasins).

C'est encore un cruel dilemme pour l'Etat = réprimer cette délinquance et faire rentrer plus d'impôts dans ses caisses, mais, en même temps, diminuer le P.I.B. et augmenter le chômage dans les communes, chez les avocats, etc...

★★★★★

La délinquance, l'autre, celle des pauvres, elle s'aggrave aussi à cause du chômage. En Espagne 21 % de la population active était au chômage à la fin de 1984, soit 2.870.000 personnes. C'est le pourcentage le plus élevé du monde occidental. L'an dernier il y a eu 1200 chômeurs de plus chaque jour en Espagne. Le plus grave, c'est que la moitié des hommes ont moins de 25 ans et 22 % moins de 20 ans. Dans cette dernière tranche d'âge, le taux de chômage atteint le niveau fantastique de 55 %.

Comme les trois quarts des chômeurs ne perçoivent aucun type d'allocation, on peut craindre une explosion sociale.

Les sirènes franquistes ne doivent pas manquer d'attiser le feu, en rappelant que sous Franco le chômage n'existait pas...

C'est que mettant les bouchées doubles pour rattraper son retard, dû justement à la période franquiste, les espagnols ont augmenté leur productivité de 3,85 % par an (plus que le Japon) et que les entreprises, face à une demande qui commençait à stagner et à une production par travailleur qui augmentait, n'avaient d'autre ressource que de licencier, comme partout ailleurs.

REFLEXIONS SUR LA POLITIQUE

par Roland CARPENTIER

« La politique est l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde »
(Paul Valéry)

Et ce n'est pas son entrée dans la Communauté Européenne qui va aider l'Espagne à résorber son chômage, bien au contraire...

★ ★ ★ ★

Mais le danger de l'extrême droite, il existe aussi en France, témoin les résultats obtenus aux Cantonales par le Front National. Dans des régions traditionnellement acquises à la gauche, on vote Le Pen parce qu'on a peur du chômage... Comme si il y pouvait quelque chose !

A La Ciotat un syndicaliste déclare : « On a voté Le Pen contre les plans de la Communauté Européenne parce que la gauche nous a trahi et que nous ne pouvons rien espérer de la droite ». On vote aussi Front National lorsqu'on a tout épuisé. Toujours à La Ciotat un secrétaire de section C.F.D.T. raconte = « L'année dernière la direction nous a proposé une augmentation de 3,5 %. Nous nous sommes battus, nous sommes allés jusqu'à séquestrer la direction. Nous n'avons rien obtenu. Cette année, on nous propose 3 %. Bien sûr, nous allons encore nous battre, mais au fond de nous-mêmes, nous savons que nous n'obtiendrons rien. Ces échecs et les menaces sur leur emploi incitent les travailleurs à courber l'échine. Et ils votent Le Pen ». Un autre militant raconte = « Les gars ont conscience d'être pris dans une mécanique qui les écrase et contre laquelle ils ne peuvent rien.

Dès qu'ils peuvent se payer quelqu'un, ils le font ». Actuellement ils se payent le P.C. qui, il faut bien le dire, marche, en matière d'emploi, à côté de ses pompes, comme tous les autres d'ailleurs.

A La Ciotat, on est sûr qu'une partie des ouvriers des chantiers navals a voté Le Pen.

Ça n'est peut-être, pour à présent, qu'une réaction de rejet, mais cela peut devenir un vote d'adhésion. Et à côté de La Ciotat, il y a Dreux, Aulnay sous Bois... bientôt Longwy ?

C'est grâce au chômage, que dans les années 30, un certain Hitler s'est frayé son chemin...

Ne pensez vous pas qu'il vaut encore mieux d'Economie Distributive ?

Jean Pierre MON.

La POLITIQUE ! La politique de Droite, de l'extrême-droite ; de Gauche, de l'extrême-gauche ; du Centre, du Milieu... La Politique est le moteur des systèmes parlementaires (2) ou anti-parlementaires ; c'est le poumon de la société marchande, du profit. Tout ce qui est politique garantit, assure la continuité, le conservatisme de l'esprit de rentabilité, du capitalisme, du salariat, en un mot de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette calamité existe depuis l'époque de la rareté et continue dans notre ère d'abondance pourtant incompatible. Pourquoi le peuple, qui en souffre parce que toujours trahi, les chômeurs qui ont tout perdu, les consommateurs dont le pouvoir d'achat s'évanouit, s'y accrochent-ils comme si leur situation économique pour un « mieux-être » dépendait de la politique ? Comme si la politique était indispensable à la VIE ! Pourquoi à chaque convocation électorale se précipitent-ils dans le piège ?...

N'ont-ils pas encore compris — les consommateurs, les producteurs-salariés — que la politique est la négation, le contraire de l'accès au bien-être, à l'égalité économique possible aujourd'hui ; que la politique est la manne des riches, des patrons, des politiciens avides de pouvoir et de puissance, pour sauvegarder leurs intérêts ? Que la politique est le tombeau des espoirs libérateurs du peuple ?

Seule l'ECONOMIE, non de profit, mais de la satisfaction des BESOINS ; non de la liberté économique libérale des marchands et de leurs complices politiques, mais l'ECONOMIE représentée par le Syndicalisme non inféodé à la politique, seule réalité antagoniste à la politique ; seule l'Economie est le vrai problème qui a trait aux besoins des Etres Humains, à leur consommation sans laquelle aucune VIE n'est possible !... N'est-ce pas l'impérieuse obligation de manger qui crée l'existence de l'Etre Vivant ? Ne doit-on pas manger tous les jours, satisfaire nos besoins impératifs : alimentaires, vestimentaires, de logement, d'hygiène, d'instruction, de repos et de loisirs ? Mais cela paraît tellement banal à l'esprit, matraqué depuis des siècles par les dominants, qu'aucun parti politique ne parle de l'essentiel : de nourrir l'être humain.

Les partis politiques promettent l'amélioration matérielle de l'exis-

tence ? Inscrivent-ils dans leurs programmes des revendications économiques telles que : la gratuité des transports en commun, la gratuité de tous les services publics, des soins médicaux — en passant par la suppression du forfait hospitalier — de l'instruction publique ? Il est tout de même aberrant que des hommes fassent un profit sur le bien public ! Est-ce que les partis politiques dénoncent et vous proposent cela ? Le moment n'est-il pas venu, avec l'abondance du blé, des pommes de terre, des fruits et légumes, du beurre, du sucre, du lait, etc., de les distribuer, au moyen d'un Revenu Social, au lieu de les détruire ou les stocker pour en maintenir les prix et de les brader ensuite ?... Aucun parti politique ne s'engage à réaliser cela, ne promet cela !

S'agissant du chômage, les politiciens nous dupent toujours en employant leurs formules psychologiques pour « expliquer » le chômage et faire avaler la pilule ; ils disent « ... qu'en données corrigées des variations saisonnières... ». Quel purin démagogique ! Une chose est certaine : c'est que malgré leurs explications tordues, le chômage augmente à toute allure et le pouvoir d'achat s'effondre ; que ce soit « ... en données corrigées, ou saisonnières... », comme ils disent. Il n'y a que leurs déblatérations hypocrites qui ne soient pas encore corrigées ! Aujourd'hui, ils ont découvert le doux euphémisme de « flexibilité de l'emploi » ! Quelle fourberie ! Quel parti politique dénonce cela ? Même pas les syndicats officiels !

En résumé, soyons réalistes et exigeons dès maintenant :

1) La GARANTIE DU SALAIRE PERDU pour tous les chômeurs et futurs licenciés, puisque les emplois disparaissent de plus en plus (4).

2) Un REVENU SOCIAL MAXIMUM sans impôt pour tous les autres consommateurs, du berceau à la tombe, pour « acheter » l'ABONDANCE qui regorge des magasins et des entrepôts et sont INVENDABLES. C'est le seul programme réaliste et positif qui permettra à TOUS de manger à sa faim et de satisfaire tous les BESOINS fondamentaux : les techniques de production incroyablement perfectionnées, remplaçant le labeur humain et créant l'ABONDANCE, permettent enfin aujourd'hui la seule Organisation Economique et Sociale pour accéder au

BONNES OCCASIONS

par Marcel DUBOIS

Assez souvent, nous sommes les uns et les autres sollicités par divers organismes qui se sont donnés pour mission d'aider les pays du Tiers Monde à lutter contre les famines. Nous avons d'ailleurs évoqué ce problème dans un article intitulé « Bol de riz » (« Grande Relève » n° 824).

A chacun de nous de juger de l'opportunité d'adresser ou non sa participation financière à cette lutte, malheureusement perdue d'avance dans le cadre de nos structures économiques actuelles, car les problèmes à résoudre sont d'une dimension sans commune mesure avec les moyens mis en œuvre. Rappelons que selon la FAO, la population souffrant de carence alimentaire grave s'élèvera à 600 millions de personnes à la fin du siècle.

Par contre, aucun de nous ne saurait se dérober à l'occasion qui lui est offerte de faire connaître nos positions en la matière.

Un scandale

La première observation à présenter doit évidemment concerner le paradoxe de cette « faim dans le monde » à une époque où les progrès de la Science devraient permettre de l'éliminer définitivement. Il est tout à fait souhaitable, à cet effet, de se référer à des informations officielles, ou à des textes publiés par des personnalités largement connues du grand public. A titre d'exemple, voici un extrait d'article paru dans « le Figaro » du 9/11/84 sous la signature de M. Thierry Maulnier de l'Académie Française :

La terrible image de la famine qui frappe par la brutalité que l'on

(suite de la page 6)

DROIT A LA VIE, réalisable dans la Justice, l'Égalité et la Fraternité : c'est l'ECONOMIE DISTRIBUTIVE dont aucun parti politique ne veut et ne parle ; et pour cause !

sait la population de certaines régions d'Ethiopie, image que « le Figaro » a publiée la semaine dernière et qui ne cesse de nous hanter depuis lors, replace au premier plan d'une actualité pourtant riche en événements dramatiques le problème de la faim dans le Tiers Monde.

Des millions d'Ethiopiens ne sont pas seuls en cause. Toutes les nations de la frange méridionale du désert africain, les provinces du nord-est brésilien, plusieurs régions du sud-est asiatique sont atteintes simultanément ou alternativement par un mal dont les causes sont la sécheresse et l'érosion des sols, la démographie galopante, une organisation économique rudimentaire, l'incompétence ou la corruption de nombreux cadres locaux, le tout aggravé, il faut bien le reconnaître, par l'insuffisance des efforts des nations qui mangent à leur faim.

On ne peut manquer, en effet, d'être scandalisé par le fait que les gouvernements du monde occidental sont aux prises — au point d'y consacrer plusieurs conférences laborieuses chaque année, conférences suivies d'ailleurs de peu d'effet — avec le problème de leurs excédents alimentaires, tandis que dans le reste du monde les déficits dans ce domaine sont énormes et ne cessent de s'aggraver. Les céréales sont en surabondance aux Etats-Unis, en Argentine, au Canada, en Australie, en France même. Il y a pléthore de lait. On ne sait que faire du beurre excédentaire. On abat le bétail. Des agriculteurs mécontents attaquent les camions des nations concurrentes et répandent leurs produits invendus devant les préfectures. Par quel mystère les surplus de ceux qui mangent trop, l'excès des calories consommées dans notre alimentation dénoncé comme dangereusement néfaste par tous nos diététiciens, ne vont

pas à ceux qui ne mangent pas assez. Quelques mesures sont bien prises ça et là, notamment en France. Mais elles ont surtout pour but d'apaiser les mécontentements d'ailleurs légitimes nés de la surabondance. Elles ne sont pas à la dimension véritable du problème, qui est mondial.

Une aide nuisible

Mais il faut aller plus loin et souligner, qu'avec les meilleures intentions, certaines initiatives risquent d'aller à l'encontre des buts recherchés.

Nous ne sommes pas les seuls à l'affirmer, et nos amis pourront utilement consulter un rapport de M. René Lenoir destiné au Club de Rome et publié par les Editions Fayard sous le titre « Le Tiers Monde peut se nourrir ».

Ce rapport a fait l'objet, dans « le Figaro », d'une analyse de Mme Françoise Lepeltier dont vous trouverez ci-après quelques extraits significatifs :

Au fur et à mesure que les pays du Tiers Monde recouvraient leur indépendance politique, leur dépendance alimentaire allait en s'accroissant, provoquée par des causes multiples : erreurs culturelles, exploitation désordonnée ou intensive jusqu'à épuisement des sols, exode rural, surpopulation urbaine entraînant l'importation d'aliments subventionnés, développement de monocultures d'exploitation au détriment des cultures d'autosubsistance, et déraison du mimétisme avec le modèle à dominante industrielle et urbaine. Le résultat de ces orientations plus ou moins subies, de ces choix plus ou moins conscients, est clair : le sol ne nourrit plus les hommes.

Alors que faire ? L'aide internationale semble frappée d'impuissance : l'aide financière des pays industrialisés régresse : les négo-

ciations pour la sixième reconstitution des fonds de l'Association internationale de développement, filiale de la Banque Mondiale qui octroie des prêts à quinze ans et plus aux pays les plus pauvres (moins de 410 dollars par an et par habitant), a donné lieu à de pénibles marchandages obligeant à recourir à des fonds spéciaux pour pallier le plus pressé ; les banques privées, inquiètes de l'endettement et des déficits, ralentissent leurs prêts et les renouvellent avec une hésitation accrue ; quant à l'aide alimentaire, selon l'auteur, elle a pour beaucoup contribué à la destruction des sociétés paysannes, parce qu'en fixant des prix trop bas, on a favorisé l'exode vers les villes, quitte à importer des produits alimentaires gratuits pour nourrir les populations urbaines, permettant au gouvernement américain d'écouler ses excédents.

Une excellente plate-forme

Cette argumentation, comme vous pouvez le constater, rejoint celle souvent développée par notre ami René Dumont. Elle nous permet de rappeler le véritable caractère de l'action menée par les organismes humanitaires : celui de secours d'urgence, permettant d'aborder ensuite le fond du problème. Il est alors aisé de démontrer que seule une économie des Besoins permettra aux pays du Tiers Monde de devenir les associés (et non plus les concurrents) des nations développées, éliminant du même coup les dangers de l'assistance et de l'endettement.

La crise du Tiers Monde est l'une des plus préoccupantes de notre siècle. Elle met en lumière, en les rendant plus aiguës et plus insupportables, les contradictions internes de nos économies de marché devenues inadaptées, et inadaptées, aux conditions actuelles de production.

Sachons en profiter, telle cette mère de famille dont le petit garçon apportait récemment à sa maman un papier remis par son école au sujet d'une aide au Tiers Monde. Réponse écrite de la

La paix indésirable ⁽¹⁾

par Henri MULLER

La Conférence de Genève sur le désarmement

Les délégués de Genève avaient à débattre sur une question préalable : la réalité ou l'irréalité d'une intention agressive de la part de l'URSS, une question qui conditionnait tout le système de Défense euro-américain et l'existence même de l'OTAN et de l'Alliance Atlantique. L'ont-ils fait ?

L'URSS ne connaît ni sous-emploi ni problèmes de débouchés, sa production restant au-dessous du niveau de la demande. Son territoire recèle en grande abondance les matières premières nécessaires à ses industries, richesses minières que la plupart des autres nations doivent se procurer dans des pays qu'il leur faut conquérir ou prendre en tutelle, sur le plan politique, économique et, souvent, militaire. Consacrant de gigantesques efforts à ses plans de développement, à la mise en valeur des immenses espaces sibériens, l'Union Soviétique, si durement éprouvée lors du dernier conflit mondial, aspire visiblement à la paix et ses armements lui sont une lourde charge. Envahir l'Europe ? Qu'irait-elle y faire ? Celle-ci ne lui procure-t-elle pas déjà, sans qu'il ait été besoin de la solliciter, les technologies qui lui font défaut, les céréales d'appoint nécessaires à sa population ? Les visées d'expansion soviétique ne sont pas territoriales. Elles ne sont qu'économiques, l'URSS cherchant à libérer ses échanges des sujétions du dollar. Une guerre ne lui apporterait qu'un surcroît de vains efforts. Elle est vigilante

dans les zones qui menacent sa sécurité.

Il en va tout autrement chez ses adversaires occidentaux enrôlés dans l'Alliance Atlantique, pour qui la guerre représente un ballon d'oxygène pour l'emploi, une soupape aux surplus, un pactole pour le commerce de l'argent, un adjuvant indispensable à l'économie de profit. Le profit appelle une perpétuelle extension des débouchés, un impérialisme conquérant visant la mise en tutelle de toute concurrence préjudiciable aux intérêts du Big Business et, par ricochet, aux milieux financiers d'Outre-Atlantique qui, par-dessus les Assemblées élues, « conseillent » la politique des gouvernements. L'objectif des Etats-Unis reste la poursuite, contre vents et marées, des programmes nucléaires et spatiaux, ceux du Pentagone, de l'OTAN et de la NASA.

Si les Soviétiques, présumés avertis de cet ensemble de données, n'ont pas été capables de témoigner, à Genève, de leur pacifisme à l'égard de l'Europe et de leur attitude purement défensive vis-à-vis des Etats-Unis, disons que leur discours se sera heurté au mauvais vouloir de leur adversaire.

Nouvelle perspective d'escalade à l'actif des Etats-Unis, la guerre de l'espace est à considérer comme une autre occasion d'affaiblir l'économie soviétique contrainte à s'y préparer en freinant son propre développement.

(1) Titre emprunté à l'ouvrage de J.K. Galbraith « La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres » (Calman Lévy Ed. 1968).

maman au directeur de l'école, lequel, intéressé par l'évocation des thèses économiques de J. Duboin, inconnues de lui, propose une réunion d'information. Réunion tenue. Plusieurs dizaines d'élèves (à partir de 15 ans), de parents, de professeurs, de personnalités locales, écoutent la

conférence-maison et reçoivent une petite documentation.

De telles actions constructives sont certainement plus efficaces que les plaintes et critiques stériles dont se contentent la plupart de nos contemporains.

Evidemment elles exigent un effort : à vous de jouer.

LES THÈSES ECONOMIQUES

Nous poursuivons la publication de la revue des thèses économiques avec des extraits du livre intitulé « Libération » publié en 1936 par Jacques DUBOIN. Nous abordons maintenant le matérialisme historique et la plus-value avec

KARL MARX

Karl Marx (1818-1883) ayant fait le tour de toute la science économique, il est impossible de présenter complètement sa doctrine qui forme un ensemble monumental. Il faut se borner à ceux de ses raisonnements dont la puissance anime et soutient toutes les parties de ce vaste système dont l'ambition est d'être l'expression des réalités.

Karl Marx le précise nettement dans le Manifeste Communiste : *ses conceptions ne sont que l'expression générale des conditions de fait données*. Elles reposent donc sur l'observation des faits économiques qui vont fournir l'explication de tous les rapports sociaux. C'est sur cette base qu'il faut construire pour découvrir, non pas ce qu'il y a de plus juste ou de plus fraternel, mais tout simplement *ce qui est et ce qui sera*. Le socialisme de Karl Marx est construit sur le matérialisme historique et lui permettra de s'évader des limites étriquées que l'on donnait, jusqu'alors, à la science économique. Celle-ci, nous l'avons vu, tendait à prendre un caractère abstrait et, comme la géométrie, à se réduire à quelques théorèmes ne tenant compte d'aucun des problèmes nouveaux que le progrès technique allait poser tous les jours. A l'exception de Stuart Mill et de Bastiat, les économistes libéraux semblaient se contenter d'un corps de doctrines qui finissait par perdre contact avec l'évolution qui s'effectuait sous leurs yeux. Karl Marx rompt délibérément avec l'abstraction et va chercher, dans l'histoire, la preuve qu'il n'est pas possible d'isoler les questions économiques des institutions sociales, politiques et juridiques (1).

Il semble difficile de contester le bien-fondé de cette prétention. Suivant la nature et l'importance des forces productives dont ils disposent, les hommes s'associent selon des formes différentes. Or ce sont les rapports créés par cette association qui vont déterminer, à leur tour, les rapports sociaux, et ceux-ci donneront naissance ensuite aux rapports juridiques. *Le mode de production de la vie maté-*

rielle détermine en général le processus social, politique et intellectuel de la vie, écrit textuellement Karl Marx. C'est précisément parce que le mode de production de la vie matérielle a beaucoup changé depuis le temps où Karl Marx écrivait *le Capital* (1867) que nous pouvons aujourd'hui modifier ou compléter les raisonnements qui sont à la base de sa doctrine (2).

Abordons ses conceptions économiques essentielles et, en premier lieu, la plus célèbre, celle de la plus-value.

Rodbertus avait déjà signalé que le système social actuel permettait à d'autres qu'aux seuls producteurs de se considérer comme prenant part à la production. Il avait fait remarquer que les simples propriétaires du sol et du capital prétendaient y prendre part, eux aussi, puisqu'ils ont droit à une part du revenu social. Saint-Simon, Proudhon, et avant eux Sismondi, s'étaient élevés, au nom de la justice sociale, contre le privilège qui permet aux uns de vivre du travail des autres. Karl Marx va démontrer, grâce à sa théorie de la plus value, que cette exploitation du salarié est le résultat inévitable de notre système économique puisqu'il est basé sur l'échange. Pour lui, les choses qu'on échange doivent présenter un caractère commun. Ce n'est pas l'utilité, puisqu'il faut que cette utilité soit différente pour qu'il y ait intérêt à faire un échange. Ce ne peut être, dit-il, que la quantité de travail que les choses contiennent plus ou moins. C'est le travail *humain* nécessaire pour les créer qui fait la valeur des choses, de sorte qu'elles s'échangent dans la mesure du travail qu'elles représentent.

Ceci admis, prenons l'exemple d'un ouvrier qui veut échanger son travail. Il l'échangera contre un salaire. Mais comment déterminera-t-on ce salaire ? Celui-ci doit avoir une valeur égale à celle du travail qu'il sert à acheter ; c'est dire qu'il sera strictement équivalent à la quantité de subsistances nécessaires pour entretenir le travailleur en état de production. Au lieu de payer le salaire en nature, c'est-à-dire

avec la quantité de subsistances, comme nous venons de la définir, on paie le salaire en monnaie. Mais la quantité de monnaie sera précisément celle qui est nécessaire pour acheter cette quantité de subsistances.

Or cette quantité de subsistances exige, à son tour, pour être produite, un certain nombre d'heures de travail.

Supposons par exemple qu'elle exige six heures. C'est le salaire, autrement dit le prix auquel le patron achètera le travail de l'ouvrier. Mais comme celui-ci travaille dix heures, et que le produit de son travail appartient au patron ou au capitaliste, celui-ci gagne donc quatre heures de travail puisqu'il n'en a payé que six à l'ouvrier. Ces quatre heures constituent donc un excédent de la valeur produite par le travailleur. En s'appropriant cet excédent, autrement dit *cette plus-value*, le patron ou le capitaliste s'enrichit de tout ce profit. Voilà, d'après Karl Marx, tout le mystère du régime capitaliste ; le jeu même de l'échange sur lequel il repose suffit à l'expliquer.

Il est logique que le patron, désireux réaliser le plus de profit possible, essaiera d'augmenter cette plus-value.

Le patron cherchera donc à allonger la journée de l'ouvrier tout en lui payant le même salaire. Il peut aussi baisser ce salaire, soit en obligeant l'ouvrier à s'approvisionner à un économat patronal qui lui fournira les mêmes denrées à plus bas prix, soit en préférant, au travail de l'ouvrier, celui des femmes et celui des enfants qui n'exigeront qu'un salaire réduit, puisque femmes et enfants n'ont besoin que d'une quantité moins forte de subsistances.

Doit-on s'inscrire en faux contre ce raisonnement ? Certainement non, mais à condition de se placer au moment où il a été tenu ; c'est-à-dire dans les années qui précéderont 1867, date où parut *le Capital*.

A cette époque on pouvait admettre que la valeur d'échange d'un produit était presque toujours constituée par le travail humain qui avait été néces-

LES ECLAIREURS DU FUTUR

saire pour le créer. En ramenant la valeur de tous les produits à une dépense de force humaine, Karl Marx faisait une observation exacte. On commençait, à peine, à se servir de la force extra-humaine puisqu'on n'en était encore qu'aux débuts de l'ère de l'énergie. L'emploi massif de forces tirées de la nature ne se généralisera dans l'industrie et l'agriculture que beaucoup plus tard...

1. Nous avons vu que Saint-Simon ne raisonnait déjà pas autrement en ce qui concerne la propriété. Et Sismondi, historien, voulait déjà considérer l'économique comme une science morale. Enfin, List, Menger, Walras fondèrent l'école historique qui se réclame nettement de ce principe.

2. Nous savons que cette discussion paraît irrespectueuse à certains disciples de Karl Marx. Elle ne déplairait certainement pas au Maître car elle procède directement de son enseignement.

« A un certain stade de leur développement, les forces productrices matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productrices qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale... »

Karl Marx : « Contribution à la critique de l'économie politique » (1857).

★★★★★

« Il faut faire abandonner la conception d'un ordre social immuable. On s'imagine, à tort, que le capitalisme s'identifie à certain ordre naturel, et que le mieux qu'on puisse faire est de diminuer les excès et les mauvais effets des lois naturelles qui le régissent... Il se transforme selon la manière dont les hommes se divisent le travail, c'est-à-dire selon les progrès réalisés par les techniques de la production. »

Jacques Duboin : « L'économie distributive s'impose » (1950)

★★★★★

« Fini le temps des réformes fragmentaires et contradictoires imposées par les événements ; finies les lois d'exception dont les contradictions trahissent les marchandages... Ou l'instauration de l'économie distributive ou le chaos. »

Jacques Duboin : « Rareté ou Abondance » (1945)

★★★★★

« Les chances d'une civilisation plus avancée se trouvent au cœur de la crise, et nous sommes en mesure, si nous le voulons, de saisir l'occasion unique qu'elle nous propose... L'humanité serait condamnée si elle s'entêtait à croire que les structures actuelles ne peuvent pas être modifiées... »

Aurelio Peccei, fondateur du Club de Rome, dans la préface qu'il a écrit pour le livre d'Ervin Laszlo : « La crise finale » (1983).

LES SYNDICATS ET L'EMPLOI

par Hector MEUNIER

L'EMPLOI repose sur les débouchés, sur leur extension. Il faut vendre avec profit et toujours davantage. Mais comment atteindre une clientèle pareillement sollicitée sur un marché saturé que se disputent, à couteaux tirés, des douzaines de fournisseurs ? Contre une concurrence étrangère à bas salaires, les efforts de productivité sont dérisoirement inefficaces et de même que les fusions, ils créent des coupes sombres parmi les personnels astreints à d'angoissantes migrations. En laminant les débouchés, les hausses de prix imputables aux circuits de la distribution ont sur l'emploi le même effet. Il n'est plus possible de multiplier les débouchés au rythme de ce qui sort des ateliers robotisés, sauf à recourir aux gaspillages, aux armements et aux guerres. Autre solution pour occuper les chômeurs : un retour à l'artisanat, à l'ère de la brouette, ou encore les travaux d'utilité collective mais dont le financement pose problème.

Telles sont les données incontournables auxquelles se heurtent les Syndicats pris à leur propre piège, enferrés dans une impasse, refusant tout dialogue avec les « utopistes ». Les soupes populaires ? Une réponse

au chômage, un pis-aller que chacun s'accorde à trouver préférable à une révolution économique, pourtant inéluctable, mais constamment différée à seule fin de préserver les menus et précieuses privilèges d'une minorité vivant du profit et des manipulations monétaires, du commerce du crédit, de l'exploitation du travail et du besoin.

Cette crise de débouchés qui rejait au niveau de l'emploi est née de l'indétermination de l'outil monétaire aux situations de pléthore devenues permanentes. Dissociant les revenus du niveau des prix et de la durée de l'emploi, un système à monnaie de consommation élargit la consommation aux limites de la production tout en allégeant le travail de chacun sans perte de revenus. Il est grand temps pour les centres de réflexion, conseillers des gouvernements, de prendre en considération ces vues dont le caractère « utopique » tient seulement à l'obstruction orchestrée par les camarillas conservatrices à l'égard des idées non conformistes, non cataloguées.

En exergue, ces extraits d'une anthologie tirée des ouvrages de J. Duboin :

« Quand il n'est plus nécessaire de payer un travailleur pour qu'il pro-

duise, l'Etat doit le payer pour qu'il consomme. »

« Il serait plus facile de faire consommer le surplus de la production par les chômeurs que de faire absorber les chômeurs par une production qui n'a plus besoin d'eux. »

« Curieuse monnaie que celle qui empêche à la fois de consommer et de produire ! » De l'hébreu pour tous ceux-là qui persistent à marcher sur la tête.

TARIFS DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	75,00 F
Soutien	100,00 F
Etranger	95,00 F

Tout en continuant à accepter n'importe quelle somme inférieure à ce nouveau tarif de la part de ceux qui ne peuvent pas faire plus, nous rappelons à nos lecteurs que leur journal ne survit que grâce à la souscription permanente « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ ».

Règlements par chèques postaux : au C.C.P. « La Grande Relevé » n° 13 402.39 M Paris.

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

Une conférence :

Réforme du système monétaire international : Est-ce possible ?

Le 10 janvier 1985, Guy Marchand, président de la Commission « Tiers Monde et Développement », a fait à l'UNESCO une conférence sur ce sujet ; nous en extrayons quelques passages essentiels.

« Que l'on soit un expert en questions monétaires ou non, tout militant d'organisation contre la faim dans le monde est scandalisé devant la contradiction suivante :

— d'une part, 2 milliards d'hommes vivent dans la misère ;
— d'autre part, il y a trop de tout, trop de lait, trop de viande...

D'une part, des biens de survie sont demandés et d'autre part, des

biens de survie sont détruits. Entre ces deux situations contradictoires, il y a un **SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL** qui ne remplit plus son rôle d'échange. »

« Depuis la fin des "30 Glorieuses", l'économie française secrète environ 200 000 chômeurs ★, que les dirigeants soient de droite ou de gauche, et aucune perspective de changement ne se voit à l'horizon... La science a progressé parce que les scientifiques ont souvent changé de postulats. Mais en économie, on reste dans le système d'une compétitivité sans limites qui ne peut vendre qu'à une clientèle au pouvoir d'achat injus-

tement réparti et globalement insuffisant puisqu'inférieur aux possibilités de production. »

« Comme le dit le Professeur Vinot : existe-t-il une raison d'ordre supérieur pour priver la population des moyens d'achat des biens qu'on est capable de produire ? »

Guy Marchand cite Jacques Duboin, parmi d'autres personnalités qui ont préconisé des solutions à cette situation. Il propose la création d'une Commission d'experts internationaux qui préparerait un projet de 10, 15 ou 20 ans, en partant de l'étude critique du système actuel.

Les mille et une facettes de la raison

Un de nos lecteurs nous signale qu'il a découvert un dictionnaire de citations, édité à Genève en 1968 par Perret-Gentil, et qui, entre d'intéressants extraits de divers auteurs, cite J. Duboin. Par exemple :

RÉVOLUTION ECONOMIQUE, MORALE

L'Homme tient de la Nature le droit à la vie. Il naît usufruitier des richesses du monde, héritier du patrimoine de cette œuvre collective, poursuivie pendant des siècles pour l'amélioration continue de la condition humaine. La fortune des hommes de notre temps réside dans l'efficacité des techniques qui permettent de créer ses richesses.

A TOUS L'AISSANCE MATÉRIELLE

Les progrès techniques entraînent inéluctablement les sociétés humaines vers une nouvelle civilisation qui sera fondée sur un système distributif. Notre génie mécanique serait inutile s'il était incapable de créer de la sécurité et des loisirs pour les plus humbles, pour tous.

« La Grande Relève », avril 1953)

ILS Y VIENNENT !

De « La Croix », du 10 janvier 1985 :

Le chômage s'accroît dans des proportions alarmantes. Mais si nous continuons à lier étroitement les revenus au travail, nous allons tout droit, si ce n'est déjà fait, vers un type de société duale : une minorité de privilégiés bien informés et formés et ayant un emploi peut bénéficier abondamment des bienfaits de la société de consommation, alors qu'une foule croissante de sous-consommateurs n'y a plus accès.

Affirmer dans ces conditions que l'on va créer des emplois nouveaux et donner du travail à tous, relève d'une illusion criminelle ou d'une démagogie à courte vue. Le

« traitement social » du chômage a déjà trouvé ses limites au prix d'inégalités flagrantes. Partager le travail ? Est-ce partout possible ? Il faut faire accepter aux gens la nécessité de partager aussi les revenus, ce qui n'est pas évident.

D'où une seconde idée : et si l'on accordait à chaque individu, quelle que soit sa position sur l'échiquier social, un droit à la subsistance ?

Ce droit nouveau se traduirait par l'accès de tout citoyen à un véritable revenu social garanti, formulation contemporaine d'un minimum vital, distribué par le truchement d'une monnaie dite de consommation.

(Transmis par Paul Rosset)

CHARITE ET JUSTICE

Donner la charité est bien cela vient d'un geste chaleureux c'est de la solidarité... mais l'action est momentanée. C'est mieux de rendre la justice en apportant des éléments qui permettent aux déshérités de se vêtir, de se loger et de se nourrir par eux-mêmes sans avoir besoin de subir la révoltante charité qui persiste depuis tant de siècles dans le but unique du PROFIT.

DES CONSTATATIONS SIMPLES

Avec l'Argent et avec l'Armée on peut tout faire... sauf la PAIX. L'un ne peut pas vivre sans l'autre. L'Armée défend l'Argent et l'Argent fait vivre l'Armée. Depuis des siècles, c'est démontré... alors supprimons l'Armée et l'Argent ce sont les seules choses à faire pour supprimer à jamais les guerres. Des constatations simples, trop simples !

Albert CHANTRAINE

3^e Millénaire

21, rue Emile Dubois
92100 Boulogne

Rien ne va plus en France et l'on peut dire aussi que cela ne va pas fort dans les autres pays riches. Ne parlons pas de ce qui se passe dans les pays prétendument en voie de développement et dont la pauvreté s'aggrave un peu plus chaque année. Mais si l'on se penche sur le sort des habitants de ces divers pays, on s'aperçoit très vite que riches ou pauvres, ils sont tous très mal dans leur peau. Quelque chose s'est détraqué dans le système complexe que constitue un être humain. En réalité il semble bien que l'économie défaillance des peuples est le reflet concret des défaillances et des désordres psychiques et sociaux. Ecrabouillé par le matérialisme triomphant et totalitaire, l'homme montre qu'il n'est pas seulement fait de chair et d'os. A l'inverse des mammifères les plus avancés, il sait aimer, discerner, réfléchir. Regarder les étoiles lui a ouvert l'esprit. Il cherche aujourd'hui une autre dimension à sa vie et ce que la société lui offre est loin de le satisfaire.

Pourtant une autre vision du monde et de l'homme existe. Cette vision est millénaire mais elle aussi révolutionnaire que l'Economie distributive qui en est l'un des plus séduisant aspect. Ce sont ces vérités immuables qui sont étudiées dans « 3^e Millénaire » puisqu'immortelles, elles façonnent — à son insu souvent — l'homme d'aujourd'hui et préparent la venue de l'homme de demain.

Avec le N° 19 qui vient de paraître, « 3^e Millénaire » s'est intéressé :

— aux nouvelles conceptions en biologie,

— au cerveau (une éducation de la sensibilité),

— à l'économie distributive (2^e volet de la série signée Marie-Louise Duboin),

— aux dangers que court l'homme détruisant plus vite la nature qu'elle ne peut se régénérer,

— à l'homme avant Adam (d'après une autre traduction de la Bible),

— aux OVNI qui après avoir passionné les foules sont tombées dans les oubliettes d'un organisme officiel,

— à une autre agriculture de survie ménageant la terre en la respectant...

— au chemin inattendu de scientifiques vers une « science » du passé : l'astrologie.

C'est aujourd'hui que se bâtit demain, mais pour réussir cette construction il faut apprendre du passé. Il est nécessaire aussi de renoncer à faire du nouveau avec de l'ancien, de replâtrer les crises.

Tous les germes d'une autre société pour une autre humanité sont déjà présents. Les découvrir est le but de « 3^e Millénaire » et c'est ce qui en fait la seule revue des temps nouveaux.

publicité transmise
par Bruno TOTVANIAN

Souscription permanente pour que vive La Grande Relève

P. BERTRAND : 25. Mlle LEMES-
NAGER : 125. R. MASSON : 221.
THOMAS : 25. P. MOREAU : 45.
W. LAINARD : 50. R. GAYET : 25.
R. BEURET : 45. H. DIMEGLIO :
276. R. LAGARRIQUE : 38. J.
GALLOIS : 25. J. ROCROY : 50.
G. VETTARD : 175. A. BOSSET :
75. A. ARNAUD : 175. C. DES-
GROLAT : 25. C. CHILARD : 25.
R. POIGNANT : 25. R. BRUS-
SEAU : 100. L. TISSIER : 150. E.
MET : 300. H. BEVANCON : 25. E.
SCHANTE : 50. J. de ROUVILLE :
400. Edouard CHAUVIN : 75.
Mme FKECKINGER : 50. L.
GILOT : 25. J. DURAY : 100. Mme
WITWER : 125. Mlle CERF : 100.
M. REMEUR : 200. Mlle GAS-
PARD : 25. Mme Paul LAHENS :
400. E. MORETTI : 46. PHELIP-
POT : 100. Mme FORSTER : 25. J.
MERCIER : 25. P. SAMANA : 25.
J. BURKHART : 5. J.-C. WIRTH :
25. HEUSCHEN : 242. CERISON :
225. Mme COMBEPINE : 100. R.
LEGRAND : 25. C. POUSSIER :
25. LANLOIS : 25. M. GAMET :
105. P. LANDARD : 25. P. POI-
ROUX : 25. J. PALUD : 100. G.
TEFFE : 25. S. WOJCIESZKO :
75. Mme Robert THIEBAUT : 425.
WENDLING : 100. Mme BRI-
SARD : 25. GRAVIN : 100. BER-
NADAT : 21. E. CUISINIER : 25.
ANONYME : 30. GREPET : 25.
Mme BONNARD : 25. P. et M.
BUGUET : 250. H. DALGON : 25.
J. DEMEURIE : 25. Mme MAS-
SAT : 125. W. FRETE : 42. A. BEL-
LIDO : 25. R. PROUTEAU : 25. M.
FARAGGI : 25. H. et M. AGARD :
25. R. RONDEL : 100. A. PEON :
25. VARIN : 25.

Total : 6.316 F
MERCI A TOUS !

LEUR SEUL DIEU

L'Argent est déifié par tous
Les églises le déifient
Les financiers le déifient
Les économistes le déifient
Les simplistes le déifient
Qui va pouvoir le défier
et le démystifier ?...

Albert CHANTRAINE

LA GRANDE RELEVÉ N° 833

Tous nos lecteurs seront bien
tristes d'apprendre la mort de

GABRIEL LAFONT

survenue le 2 mars dernier, à
Drancy, car il illumina de son
merveilleux esprit les colonnes
de La Grande Relève pendant
de très nombreuses années.

Il n'avait pas son pareil pour
saisir une nouvelle, même
banale, et en faire ressortir le

côté rendu absurde par notre
système économique. Il a conti-
nué jusqu'à l'épuisement de ses
forces, à nous envoyer ses
savoureux bulletins intitulés
« Soit dit en passant » et dont
une série a fait l'objet d'une
publication, malheureusement
épuisée aujourd'hui, mais qui
reste une chronique pleine
d'humour de notre temps... qui
en manque tellement !

M.-L.D.

MÉDOR SAUVE LE PAYS !

par Hilarius de JOYEUSE

Le système capitaliste que l'on a confié, en 1981, aux guérisseurs socialo-communistes est entre bonnes mains. Ils ne lui font pas le moindre mal. Hélas, la guérison tarde. L'inflation continue à influencer, le chômage à augmenter, la popularité présidentielle à baisser, Caroline de Monaco va se renverser dans les sables algériens. Tout le monde cherche la solution, personne ne trouve.

Hilarius a trouvé !... le toutou !

En France le toutou est tabou. Personne n'y touche. Voyons.

Sur « Antenne 2 » une édifiante émission. Enthousiasmé qu'il a été Hilarius !

Plus de neuf millions de chiens en France, sans parler des chats, hors sujet. Cette présence entraîne l'activité professionnelle de centaines de milliers de mâles et femelles humains qui, sans nos chers compagnons à quatre pattes, augmenteraient la masse morne des locdus de l'A.N.P.E. A l'inverse, les producteurs de l'émission canine font défiler la brillante cohorte des travailleurs du chien : vétérinaires radieux, toilettestes d'élites, manucures maniérés, agents d'assurance pour chiens et les contrôleurs de ces dits agents, éleveurs, sélectionneurs, marchands, gardiens, toutou-sitters, chauffeurs de taxis spécialisés dans le transport canins, soignants et soignantes du SAMU-CHIEN et, couronnement de la corporation, sommet intellectuel, les psychologues pour klebs. Car eux aussi sont traumatisés par la vie moderne. Tous ces professionnels patentés se déclarent enchantés de leurs honoraires ou pourboires et paient leurs impôts sans hésitations ni murmures.

Un traître, cependant... un toiletteste qui se prétend écœuré et déclare que ses clientes sont des « fêlées » et qu'il renonce au métier. (Le congre !).

Le présentateur énonce que la moyenne de dépense mensuelles est de 600 F. Une dame proteste et expose qu'elle consacre 1 500 F par mois pour chéri. Plusieurs pipistrelles énumèrent les menus : foie, poulet roti, saumon, foie gras, caviar, etc. Moins explicite, plus laconiquement une charmante dit : « ce qu'il y a de meilleur ». Une cintrée du plafond raconte qu'à l'occasion de l'anniversaire de sa chienne elle invite tous les klébardes du quartier. Chaque aboyeur doit bouffer son gâteau individuel, spécialement préparé par un pâtisier de renom. Une

grande amoureuse, style Yseult, présente son chien-lipette et, excitée, conte ses relations sexuelles avec lui (Amour, amour quand tu nous chien).

La para-industrie maintenant : boîtes de conserves, bonbons pour chiens et chats, laisses, muselières (en baisse), paniers, litières, couvertures, imperméables, bottes, cuissardes, chapeaux, pompons, os synthétiques, jouets, ballons, etc. Autant d'objets dont la production entraîne le bonheur du salariat et du patronat idoines.

Retombées indirectes : pub à la télé de tout ou partie de ces produits, les plus mesquins se rabattent sur la presse parlée ou écrite. Les boîtes de Ronron ou de Canigou contiennent des rognures de basse bidoche dont les vieillards sont heureux de se goberger à petits prix, de même que les restaurants chinois qui en font des boulettes pour l'intelligenza parigote qui s'en poulèche les babouines. (Hilarius a aperçu, au Supermarché, la camionnette d'un chinois bourrée de « Loyal »... un éleveur, probablement, honni soit qui mal y mange).

Les astrologues pour canidés, pour chats, dans « France-soir » ou « Ici-Paris » ou ailleurs, ça se paye à la pige et ça fait monter les ventes (d'où la papeterie, l'imprimerie, les encres, les kiosques, en meilleure santé, les actions en Bourse d'Arjomarix et Hachette). Ajouter la presse caninophile, une dizaine de magazines, dont le dernier est né avant l'an neuf 1985.

En 1984, 8.475 personnes mordues par nos petits amis. Bravo ! 8,475 visites de plus chez les médocastres (dont 20.000 sont sans clientèle) autant de soins d'infirmières, de pansements, de piqûres anti-rage ou anti-quelque chose, autant de récupéré pour Pasteur. Des dossiers en supplément pour la Sécu dont le rôle est de rembourser. Les chiens préfèrent les fesses des proposés des Postes. Excellent. On embauche du personnel temporaire. Bon an, mal an, 3 ou 4 gosses sont égorgés par les molosses. Frais de funérailles au bénéfice des Pompes funébres dont le désintéressement fait plaisir à voir.

Si vous avez une vache, cette saloperie va produire du lait. Du lait, dont le débit français est supérieur à celui de l'Amazone et du Brahmapoutre réunis. Qu'en feriez-vous ? Du beurre.

Du beurre, dont la montagne de stocks culmine avec les sommets de l'Elbrouz et de l'Aconcagua.

Si vous avez un cochon, vous aurez du bécou et du jambon. Uniquement bon à vous faire mal voir des importateurs de ces produits du Danemark et de Hollande. Vous voulez foutre l'Europe verdâtre en l'air ?

Le chien est l'animal sauveur. Les Français le savent. C'est pourquoi ils cultivent le culte du chien sacré, laissant aux sri-lankais et autres indouistes de s'adonner à l'idolâtrie de la vache sacrée de façon si stupide.

Le chien pousse le génie à ne rien produire... sauf 4.000 tonnes de merde par jour, mais dont pas une crotte n'est commercialisable ! On utilise le lisier de porc pour l'engrais et le terreau, mais bernique du canin. Au contraire les Municipalités dépensent des sommes folles pour leur ramassage et élimination ! L'idéal, dans notre bien aimé système capitaliste est de consommer, (ce que font les cabots) de payer (ce que font leurs maîtres-serviteurs) de ne rien produire que l'on aurait à tenter de vendre. Condition également remplie.

Le sloughi sauvera la France, comme aurait dû dire Poincaré !

Mais 9 millions de caniches, c'est miteux. Ce qu'il faut c'est le décuple, le centuple. Supposons une magnifique population de 400 millions de quadrupèdes !

Hilarius, entend déjà le Président Tonton, à la tribune des Nations Unies, à New-York, martelant ses phrases : « Je m'adresse au monde entier. Je parle au nom d'un pays de 450 millions d'être vivants »... et les américains, japonais, soviétiques, indiens, minoritaires, de plonger du nez.

★ ★

A nous la B.D. !

Nous mettons sous presse une bande dessinée de 8 pages qui explique nos thèses. Que ceux de nos lecteurs qui pensent pouvoir s'aider de cette nouvelle forme de « médias » n'hésitent pas à nous demander de leur en envoyer quelques exemplaires.

Coût : 5 F pièce, plus frais de port.

« **Nourrir ces bons à rien ?** Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Léon Gilot et Robert Jospin à propos du génocide permanent... Que font réellement ces peuples... pour essayer de s'en sortir, à part faire des gosses à la t i r e - l a r i g o t ? »

R.C., Onet-le-château

Notre réponse : Que notre lecteur lise les travaux scientifiques, tels ceux de Suzan George et de tant d'autres, qui montrent que la prolifération est une réaction naturelle de survie qu'on observe chez les peuples menacés par la famine. Au Moyen-Age, quand la famine menaçait nos pays, il était courant que les familles aient « à tire-larigot », dix, quinze, vingt enfants, comme aujourd'hui celles du Sahel.

Notre lecteur n'a apparemment jamais lu les travaux de René Dumont, de Franz Foulon, ni les nombreux articles d'autres collaborateurs de La Grande Relève, qui ont si souvent montré la responsabilité de l'économie de marché, imposée par les pays industrialisés, dans l'appauvrissement du Tiers-Monde. Les pays riches ont aujourd'hui mis la haute main sur le commerce international, et, non seulement ils imposent aux autres leurs lois économiques et leur monnaie, mais ils en profitent pour exploiter toutes les richesses de la planète... en en fixant eux-mêmes le prix !! Relisez l'histoire de Nestlé, lançant une publicité éhontée afin d'inciter les femmes du Tiers-Monde à renoncer à nourrir leurs enfants au sein, tout cela pour qu'elles achètent du lait Nestlé en poudre... alors qu'elles n'ont pas d'eau potable pour le délayer !! Relisez toutes ces études, et vous comprendrez comment les pays aujourd'hui sous-développés ont été amenés à sacrifier leurs meilleures terres à la production du soja destiné à la nourriture du bétail des pays riches...

★★★★★

« La plus grande partie de la vie économique et sociale du monde est bloquée par des problèmes d'argent, alors qu'il serait si facile de créer une monnaie gagée sur la production réelle et utile.

Rien n'est plus triste que de voir tous ces appels à la charité (Abbé Pierre, A.D. T-Quart Monde, Armée du Salut, Comités pour le Sahel, l'Ethiopie, le Nordest brésilien, etc...) qui se font en vain ou d'une manière temporaire, alors qu'il faudrait une organisation mondiale pour remplacer l'anarchie et le système D. »

J.R., Saint-Didier au Mont d'Or

...« Les résultats des élections sont effrayants. Le peuple suit davantage ceux qui sèment la haine, l'intolérance que ceux qui parlent de bien-être, de justice, de fraternité.

Mme F.O. Toulouse

★★★★★

... « Les partis politiques, quels qu'ils soient, sont dans le système jusqu'au cou. Ils n'ont pas pris conscience (ou ne veulent pas) que l'échange est en train de disparaître (diminution du nombre des salariés).

« Je dois dire que j'ai mal supporté certains articles concernant es « espoirs » que devait amener la gauche au pouvoir. Aujourd'hui les compteurs sont remis à zéro. Comme en 1947, et je pense qu'il ne faut plus parler de gauche ou de droite, car cela, en pratique, ne mène à rien de positif : les idées de J. Duboin sont hors des pensées des politiciens, car les principaux dirigeants sont des énarques. Il serait souhaitable de revenir au slogan « Prix-Salaire-Profit » pur définir notre système économique actuel.

R.G. Bondy

★★★★★

... « J'adhérais au M.F.A. en 1949 puis militais aux G.S.E.D. jusqu'en 1957 avec l'espoir que les thèses mises en avant par ces mouvements feraient assez rapidement leur chemin.

« Las ! Je perdais assez vite mes illusions en constatant la marginalisation extrême de nos idées et l'impossibilité d'aller à contre-courant de la logique économique en vigueur. Je ne considérais plus le mouvement que comme une école de pensée et perdais petit à petit contact. Mais les enseignements de cette « école » ne s'estompaient pas pour autant. Ils constituent toujours pour moi une référence pour la compréhension et l'analyse des faits économiques de tous les jours.

« Il y a peu de temps, le hasard m'a remis en présence de votre journal en explorant les rayons de la librairie « parallèles » à Paris.

« A la lecture des numéros que je me suis procurés, je me suis trouvé 35 ans en arrière.

« J'y ai trouvé plaisir et amertume à la fois en constatant que peu de choses avaient changé mis à part une relative modernisation de vos thèses reprenant, par exemple, et fort heureusement à mon avis, des concepts dont il n'était pas tenu compte à l'époque : exacerbation des besoins artificiels et superflus, conditionnement des consommateurs pour leur faire acheter

n'importe quoi, modes, etc... d'où gaspillage d'énergie, de matières premières, de travail. Enfin détérioration de l'environnement par l'accroissement énorme des pollutions de toutes sortes et augmentation des déséquilibres entre pays.

« En fin de compte, je vous trouvais un peu trop technocrates en étant partisans d'un productivisme à tout va dont l'abondance qui devait en résulter n'avait que le défaut d'être mal distribuée, ce qui la freinait ! Je caricature peut être un peu, mais cette conception me mettait mal à l'aise. J'avais sans doute déjà une « sensibilité écologique » !

« Aujourd'hui je me pose toujours autant de questions sur l'application pratique des principes de l'économie distributive.

« J'hésitais donc depuis quelque temps à vous faire part de mes interrogations, puis finalement je me décide à vous écrire, car d'une part nous sommes, sans doute, dans une période de mutation où tous les mécanismes économiques peuvent plus que jamais être en cause et où tout un chacun est réceptif à ces problèmes (ce qui devrait être l'occasion pour vous de sortir de l'ombre).

« D'autre part, la façon dont on nous explique ces problèmes et les solutions qu'essaient d'y donner la « gauche » comme la « droite » m'agace.

« Et puis je ne parviens toujours pas à comprendre pourquoi des esprits, qui, je le suppose, ne sont pas complètement obtus parmi les « spécialistes » qu'ils soient de parti, de gouvernement, d'école, semblent ignorer complètement vos thèses ou, s'ils en eu connaissance, ne paraissent pas les avoir étudiées ou n'en soufflent mot. Cela me dépasse !

B.C., Antony

INDIGNITÉ

Avoir l'abondance des produits en détruire des tonnes et des tonnes dans l'unique but du profit quand des gens sont dans la misère qu'il y a tant de chômeurs et des gosses qui meurent de faim... Sommes-nous à ce point indignes que nous ne puissions rien changer ?

Albert CHANTRAINE

La Directrice de publication
M.-L. DUBOIN
Commission Paritaire : 57 434
Diffusé par N.M.P.P.
Imprimerie GASCHET
284, bd Voltaire, Paris 11^e

résumé de nos thèses

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVÉ DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme. Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agileté de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en pri-

ver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une

minorité : austérité, hausse des prix, stagnation économique étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques Duboin a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE AU DOS)

Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails de thèses élaborées par Jacques DUBOIN, au long d'une vingtaine d'ouvrages aujourd'hui épuisés mais dont une réimpression est commencée. Un numéro spécial de « La Grande Relevé » publié en octobre 1978 et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal, 88 bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

L'économie distributive

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire **RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI »**.

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus

Le salariat est aboli. Un « **REVENU SOCIAL** » qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier, est ouvert périodiquement à tout individu, de sa naissance à sa mort, en une monnaie non thésaurisable.

La monnaie de consommation

Le pouvoir de l'argent doit être supprimé. Pour cela, la monnaie perd sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer ; elle n'a pour but que de distribuer équitablement la production, en laissant à chacun sa liberté de choisir.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un

SERVICE SOCIAL auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, **compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire**,

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **DECENTRALISEE**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordinateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et des conséquences

Débarassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveaux-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur

lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.